

Brochure n° 3098

**Convention collective nationale**

**IDCC : 247. – INDUSTRIES DE L'HABILLEMENT**

---

ACCORD DU 21 SEPTEMBRE 2010  
RELATIF À L'INDEMNISATION DE DÉPART À LA RETRAITE

NOR : ASET1051421M  
IDCC : 247

---

Entre :

La FIDH ;

La FFICL ;

La FFPAPF ;

La FFIVM ;

L'UFIH ;

La FFML,

D'une part, et

La FCTH CGT-FO ;

La FCTH CFE-CGC ;

La FCMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est créé dans les clauses générales un article 42 « Indemnisation du départ à la retraite à l'initiative du salarié » ainsi rédigé.

« Tout salarié qui résilie unilatéralement son contrat de travail pour bénéficier d'une pension de retraite et ayant à la date de notification de son départ une ancienneté au titre du contrat en cours d'au moins 5 ans dans l'entreprise a droit à une indemnité de départ en retraite égale à :

- 1/8 de mois pour les 25 premières années ;
- 1/7 de mois pour les années suivantes.

Le salaire de référence servant au calcul de l'indemnité de départ en retraite est celui du dernier salaire sans pouvoir être inférieur au salaire moyen des 3 ou des 12 derniers mois, les primes ou gratifications versées selon une périodicité supérieure au mois étant retenues à due proportion.

Pour le calcul de l'indemnité de départ en retraite, l'ancienneté du salarié est calculée à compter de sa date d'entrée dans l'entreprise au titre du contrat en cours, sans que les périodes de suspension ne soient déduites.

Dans le cas d'année incomplète, l'ancienneté du salarié sera calculée *pro rata temporis* en tenant compte des mois complets.

Le salarié devra notifier à l'employeur son intention de partir à la retraite en respectant un délai de prévenance de 1 mois s'il a moins de 10 ans d'ancienneté et de 2 mois s'il a une ancienneté égale ou supérieure à 10 ans et devra joindre à la notification de son départ la preuve qu'il prend effectivement sa retraite. »

## **Article 2**

Les articles 12 « Départ en retraite » de l'annexe « Ouvriers », 9 « Départ volontaire » et 10 « Départ en retraite » de l'annexe « Employés », 11 « Départ volontaire » et 12 « Départ en retraite » de l'annexe « TAME », 15 « Départ volontaire » et 16 « Départ en retraite » de l'annexe « Ingénieurs et cadres » sont supprimés.

## **Article 3**

Le présent accord est applicable à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2010.

## **Article 4**

### *Dépôt légal et extension*

Le présent accord sera déposé en application de l'article L. 2231-6 du code du travail et son extension sera demandée.

Fait à Paris, le 21 septembre 2010.

(Suivent les signatures.)